



# DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

1	
2	<i>[Signature]</i>
3	
4	<i>[Signature]</i>
5	<i>[Signature]</i>
6	<i>[Signature]</i>
7	
8	<i>[Signature]</i>
9	
10	
11	
12	<i>[Signature]</i>
13	
14	

N° 67/20

## LE CANADA FACE A LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS A L'EGARD DU VIETNAM

Texte du discours prononcé par le premier ministre  
M. L.B. Pearson, à la Chambre des communes, le 24  
mai 1967.

*opo*

A mon sens, la politique des États-Unis au Vietnam n'a pas pour objet l'agression. Je suis convaincu que les États-Unis sont intervenus au Vietnam, à la demande du Gouvernement du Vietnam du Sud, uniquement afin d'aider ce pays à se défendre contre les attaques armées et le terrorisme subversif, visant à empêcher le peuple sud-vietnamien de décider lui-même de son développement économique et de son régime politique, au lieu de se voir imposer, sous les apparences d'une lutte de libération, une solution tout à l'avantage du régime communiste totalitaire du Vietnam du Nord; ce dernier, d'ailleurs, n'a nullement l'intention de laisser à son peuple le libre choix quant à son régime social, économique ou politique.

M. Bundy, qui a joué un rôle important naguère comme conseiller du président en matière de politique étrangère, a écrit ceci: "La politique des États-Unis se fonde toujours sur la ferme conviction que nous devons être prêts à tout mettre en oeuvre pour tâcher d'empêcher les communistes de s'emparer du Vietnam du Sud par la force et la terreur."

Nous pouvons ne pas souscrire à cette politique, mais ces paroles sont, d'après moi, une explication logique de la politique suivie par des Américains qui sont des hommes de bonne volonté et aussi pacifiques que nous. Je puis comprendre leur attitude sur ce point. Cela ne signifie pas qu'un gouvernement canadien doive appuyer ou approuver toutes les mesures prises ou adoptées par les forces des États-Unis au Vietnam, sans parler des gouvernements de Saïgon -- n'oublions pas qu'il y en a eu plus d'un -- pour atteindre leurs fins. Et lorsque j'ai jugé nécessaire parfois de me prononcer publiquement sans m'en tenir à la seule diplomatie... je l'ai bien fait comprendre.

J'ai parlé publiquement quand j'ai cru bon et utile de le faire. Il y a deux ans, à Philadelphie, j'ai proposé un arrêt des bombardements pour une fin que je croyais utile. Plus tard, j'ai été le seul chef d'un gouvernement occidental, je pense, à déplorer publiquement la reprise des bombardements. Je le déplore encore. Pour moi, c'était une grave erreur de la part du Gouvernement des États-Unis que de reprendre alors les bombardements dans les circonstances où il l'a fait. Mais cela ne signifie pas et ne signifiera pas, dans les cir-